



PV DE LA CONCERTATION LOCALE DU 13 DÉCEMBRE 2017

Membres de droit :

Ville de Bruxelles :

- Madame Faouzia Hariche : Echevine de l'Instruction Publique, de la Jeunesse, de la Petite Enfance et du Personnel de la Ville de Bruxelles : excusée
- Madame Faten Alamat : Cheffe de Cabinet de Madame Faouzia Hariche
- Madame Basma Ben Amar et Monsieur Karim Bouhout : Coordination locale de la Ville de Bruxelles – Jeunesse à Bruxelles

CoCoF :

- Monsieur David Cordonnier, Cabinet du ministre de la région de Bruxelles-Capitale, Conseiller en Cohésion sociale : excusé
- Monsieur Vincent D'Ostuni, Chargé Administratif des projets de Cohésion Sociale

Membres opérateurs: 24 membres présents ou représentés : ASE Anneessens, Centre de Réflexion Francisco Ferrer (Bruxelles Enseignement), Centre social du Béguinage, Chom'hier AID, Centre TEFO, Cultures et santé, Don Bosco Téléservice, Entraide, Entraide Bruxelles, Entraide des Marolles, Formosa, Foyer des jeunes des Marolles, Groupe d'Entraide scolaire de Laeken, Interpole, Joseph Swinnen, L'Amorce, Le Colombier, Les Ateliers populaires, Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente, Maison des jeunes le 88, MJ NOH, Mini-Anneessens, Prévention Jeunes Bruxelles, Progrès.

Membres associés (bénéficiant du FIPI) : Espace cultures et développement, Bruxelles Laïque (excusé)

Excusés : AMO de NOH, Centre Culturel Bruxelles-Nord –Maison de la création, Caria, Chom'hier AID, Eurêka ! Aide et soutien

Absents : Arthis Maison Belgo-Roumaine, Foyer des jeunes des Marolles, Les Ateliers du soleil, Maison des Associations

Ordre du jour :

- Approbation du PV du 03 mai 2017
- Renon projet de la Maison des Associations et redéploiement des moyens financiers
- BAPA : état des lieux du dispositif par Christelle Sermon, directrice
- Présentation de l'IGEAT : « développement territorial de la culture », intervention de Monsieur Debersaques
- Présentation de l'asbl L'ARC et de son projet « J'habite mon quartier » (cas pratique de développement territorial de la culture) par Mme Mertens et Mr Debersaques
- Divers

1) Approbation du PV de la concertation locale du 03 mai 2017

Le PV de la concertation locale du 03 mai 2017 est adopté à l'unanimité et sans aucune remarque.

2) Renon : Maison des Associations

Madame Alamat : expose les motifs qui ont présidé le choix des trois projets

- ASE Anneessens : 7667 euros
- Interpole : 7666 euros
- Joseph Swinnen : 7667 euros

Joseph Swinnen : le projet est situé dans un quartier déficitaire en soutien scolaire. De plus, l'association MJ Avenir traverse des difficultés actuellement, les nombreuses familles qui bénéficiaient de cette action scolaire sont en demande. Pour compenser ces manques, le projet développé par l'asbl Swinnen a été soutenu.

Interpole : le quartier Anneessens est densément peuplé, y réside une forte concentration de jeunes tandis que les actions de soutien scolaire pour adolescents manquent. Je rappelle que les trois projets soutenus sont repris dans la « réserve » du contrat communal.

ASE Anneessens : forte demande de cours d'alphabétisation, forte concentration de primo-arrivants comparativement à d'autres quartiers de la commune. Le volume d'apprenants et de groupes d'alphabétisation croissant dans le quartier, le projet développé par ASE Anneessens a été soutenu.

Questions- réponses

GESL: parmi les projets qui ont été mis en réserve, quels sont les critères qui ont déterminé le choix communal ?

Mme Alamat : les critères qui ont déterminé le choix communal viennent d'être énumérés. Aussi, le fait d'avoir introduit l'ensemble des projets du contrat communal en « réserve » a évité à la commune d'entamer à nouveau une procédure complète.

Le Colombier : reprend les propos du GESL, pourquoi ces trois projets-là plutôt que d'autres ? Quels sont les critères qui ont permis de délibérer ces choix-là plutôt qu'un autre ?

Entraide Bruxelles : approuve le choix communal compte tenu de la pauvreté qui règne dans le quartier nord, l'absence d'actions de soutien scolaire dans cette zone située à la périphérie de Laeken et le bon travail effectué par l'asbl Swinnen avec laquelle Entraide Bruxelles a déjà collaboré.

Formosa : souligne que leur structure dessert également des cours d'Alpha-Fle dans le quartier Senne. Pourquoi ces projets-là et pas un autre ?

Mme Alamat : la commune choisit de soutenir des projets pas des associations. Les motifs qui ont déterminé le choix communal ont déjà été expliqués. Je les reprends. Quartier nord : déficit de soutien scolaire dans le quartier aggravé par le caractère inopérant d'une association actuellement en difficulté ; Anneessens : les primo-arrivants et les populations étrangères dans le quartier sont nombreux et vont en augmentant, les données chiffrées existent en ce qui concerne la Ville de Bruxelles, enfin, **vue** l'expertise et le nombre de groupes desservis par ASE Anneessens, nous avons choisi de renforcer ce projet. Malheureusement la commune ne peut soutenir tous les projets, elle a souhaité renforcer significativement trois projets plutôt que d'éparpiller les montants sur 7 à 8 projets.

Mr Bouhout : rappelle que lors des deux derniers quinquennats, la commune a été confrontée à trois renons. Le mode opérationnel a toujours été le même, les moyens disponibles ont été redéployés sur 3 ou 4 projets en fonction des besoins du terrain. Il y a dans ce mode opératoire une sorte « d'égalité distributive » qui s'établit entre les projets mis en réserve.

Vote attendant à la proposition communale : 19 « pour » + 2 « pour » par procuration, 3 « abstentions » et 1 « contre ». Le Quorum est atteint, la proposition communale est entérinée avec 21 avis favorables.

Motif du vote « contre » : *« la décision de redéploiement des moyens n'est pas transparente et devrait faire l'objet d'un appel justifié ou d'une redistribution sur toutes les associations qui travaillent en cohésion sociale dans la priorité dans laquelle était l'association qui a renoncé, donc ici en P2, comme c'était de l'alphabétisation. Je trouve que ce serait plus juste, plus équitable et surtout plus limpide. Il s'agit quand même de +/- 23.000 euros »*

Mme Alamat : en ce qui concerne la procédure, la coordination locale est informée du renon au moment des faits. Lors de la procédure qui entérine le contrat communal, les actions non soutenues par manque de moyens ont été mises en réserve. À supposer qu'une association a introduit une demande pour bénéficier de 50.000 euros ; 20.000 euros ont été concédés pour le projet, ce qui implique que 30.000 euros ont été mis en réserve. Cette opération a été effectuée pour l'ensemble des projets qui participent au contrat communal de cohésion sociale. En ce qui concerne le redéploiement des moyens actuellement disponibles, nous nous sommes abstenus de ventiler les montants sur l'ensemble des projets mis en réserve pour éviter un saupoudrage de montants insignifiants.

Avant-projet de Décret de cohésion sociale : la dernière réunion du *Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé – Section Cohésion sociale* a fait l'objet d'une discussion sur les modifications en cours en matière de cohésion sociale et donc, de la volonté du Ministre-Président de modifier le Décret pour permettre aux associations d'être agréées et de stabiliser leurs projets. Cette première présentation fut adressée aux Échevins compétents en matière de cohésion sociale et aux coordinations locales. Monsieur Cordonnier, représentant du Ministre-Président et conseiller en Cohésion sociale est disposé à présenter l'avant-projet de Décret en concertation locale pour le soumettre à l'avis des membres-opérateurs des contrats communaux. Pour ce qui concerne la Ville de Bruxelles, la séance est prévue en début février 2018. Les documents seront transmis par la coordination locale préalablement pour permettre à chacun de préparer au mieux cette prochaine rencontre.

La séance va se poursuivre avec l'exposé de Mme Sermon directrice du Bapa Bxl, structure qui a maintenant un an d'existence. Je rappelle que les responsables associatifs peuvent toujours renvoyer vers le Bapa les apprenants qui rentrent dans les conditions du parcours d'accueil. Nous aurons aussi l'occasion de présenter lors d'une prochaine séance un film en cours de réalisation qui reprend les témoignages

d'apprenants ayant suivi le parcours d'accueil. Les interviews ont été réalisées dans plusieurs langues, ce qui permet aux responsables associatifs de les diffuser auprès de leur public.

3) BAPA : état des lieux du dispositif présenté par Mme Sermon et Mme Mahieddine

Power point de la présentation du jour en annexe

Le Colombier : comment faire pour transmettre l'information à un public qui ne maîtrise pas la langue française ?

Mme Sermon : les travailleurs sociaux recrutés par le Bapa maîtrisent à peu près 17 langues et dialectes. Si la langue du primo-arrivant ne figure pas parmi ces 17 langues, l'anglais peut permettre d'établir un premier contact. Nous pouvons également faire appel à un service d'interprétariat social, y compris en la forme d'une prestation téléphonique. Enfin, nous pouvons fixer un prochain rendez-vous au primo-arrivant pour qu'il bénéficie d'un interprète sur place.

Formosa : quand va entrer en vigueur le parcours d'accueil obligatoire ?

Mme Sermon : nous ne disposons pas encore d'informations concrètes sur ce point. Il faut un accord de coopération sur cette matière, attendre l'arrêté d'exécution pour se prononcer. C'est au niveau politique que ces initiatives doivent se prendre et nous attendons.

Entraide des Marolles : Quel impact aura le parcours d'accueil obligatoire sur le travail effectué par les opérateurs linguistiques ? Est-ce qu'ils devront faire du contrôle ?

Mme Sermon : nous sommes en attente de l'arrêté d'exécution qui va définir ces modalités. Il faut s'attendre vraisemblablement à un impact dans le secteur. L'idée est de s'appuyer sur les expériences de Bon VZW et des Bapa pour mettre en œuvre ce parcours obligatoire, sans doute, il s'agira toujours des mêmes opérateurs linguistiques conventionnés. Monsieur Ansay en sait peut-être davantage ?

Monsieur Ansay : il est difficile d'évaluer quels vont être les effets de cette ordonnance sur les opérateurs linguistiques. Je rappelle qu'en Région Bruxelloise, il y a pratiquement cinq segments de politiques publiques qui travaillent sur l'alphabétisation. Il y a une première option (accord de coopération) qui établit que dès lors que le pouvoir public décide de rendre ce parcours obligatoire, il est aussi tenu à une obligation de moyens. Il ne suffit pas de mettre en place un parcours obligatoire, encore faut-il concrétiser l'objet de cette obligation. Si l'on tient compte des dernières projections, pas moins de 12.000 personnes seront « obligées » de suivre le parcours d'accueil, ce qui veut dire qu'à l'heure actuelle, les structures associatives n'ont pas les moyens d'accueillir ces publics. La question qui est posée au pouvoir public, c'est de savoir si oui ou non, budgétairement parlant, les décisions qui vont être prises pour créer à l'intérieur du dispositif primo-arrivants une offre d'accueil seront suffisantes. Il s'agit bien dans la première option d'accroître le nombre de places disponibles au sein du dispositif primo-arrivants. Le risque qui pèse sur les opérateurs d'alphabétisation c'est de constater « qu'un public en chasse un autre ». Est-ce que je vais devoir prioriser des personnes qui sont obligées, ce qui implique qu'en situation de saturation les personnes non obligées vont devoir passer à la trappe ?

Les pouvoirs publics ont probablement pris conscience du caractère dommageable de ces situations. C'est pourquoi il y a une volonté chez les décideurs de créer, de renforcer une offre d'alphabétisation à l'intérieur du dispositif primo-arrivants. Que va-t-il en sortir ? Dans le cadre d'une étude réalisée par le CBAI, commanditée par la COCOM, une des conclusions de l'étude invitait les pouvoirs publics à tout faire pour empêcher d'externaliser l'accueil des personnes obligées sur d'autres segments de l'offre

d'alphabétisation en Région Bruxelloise. Essayons d'abord de renforcer l'offre d'alphabétisation à l'intérieur du dispositif primo-arrivants. Par ailleurs, si l'alphabétisation intègre les métiers prospectifs, il faut s'attendre à un renforcement budgétaire assez considérable dans les années à venir. Il appartiendra à chaque association de se situer oui ou non dans ce dispositif et ne pas faire porter cette charge sur les opérateurs qui pourraient se trouver ensuite en situation de devoir chasser un public pour en accueillir un autre.

En conclusion, il est difficile à l'heure actuelle de répondre à ces questions compte tenu d'un contexte politique difficile. L'accord de coopération, ça veut dire en clair mettre autour de la table la Vlaamse Gemeenschap, la Communauté Française, la Cocof et la Cocom. Cela suppose de mettre d'accord des forces politiques qui n'ont peut-être pas les mêmes visions sur ces questions.

4) Présentation de Monsieur Debersaques : Équipement culturel et développement local

Note de synthèse de la présentation du jour : <http://www.metrolab.brussels/publications/equipement-culturel-et-developpement-local>

Les Ateliers populaires : notre association se situe dans le quartier des Marolles, ma question est pendante et dans l'air du temps puisque nous sommes confrontés à un nouveau Contrat de quartier dans les Marolles. De nombreux habitants s'interrogent sur les politiques de revitalisation urbaine. Que faire pour que les habitants du quartier ne soient pas confrontés une fois encore à une logique de gentrification, qu'ils puissent continuer à vivre dignement dans leur quartier ?

Monsieur Debersaques : question délicate. Par rapport à la culture, j'ai défini dans mon exposé une double dimension. Elle a une vocation d'émancipation pour les habitants du quartier mais elle a aussi une fonction de revalorisation du territoire inscrite dans une logique métropolitaine où le centre-ville devient de plus en plus attractif à l'endroit des classes moyennes ou aisées. Il est donc assez compliqué de se positionner en tant qu'acteur culturel aujourd'hui. Il y a cependant une question plus primordiale à se poser. Comment éviter l'instrumentalisation des pratiques culturelles par ces politiques plus larges ? Comment s'insérer dans des dispositifs qui dépassent de loin notre simple activité quotidienne ? Il faut comprendre dans quelle dynamique on joue. Je n'ai pas de solution sur mesure, ce sont des questions qu'il faut débattre entre acteurs culturels.

Interpole : appuie le caractère primordial de l'exposé qui mériterait une réflexion plus appuyée lors d'une prochaine concertation. Il expose néanmoins quelques pistes de réflexion quitte à ce qu'elles soient mal comprises. Ça fait 15 ans que je suis acteur culturel de terrain, j'ai créé de nombreuses pièces de théâtre, j'ai été témoin de la fermeture de centres culturels dans le quartier pour assister à leur réouverture de « force » après la vague d'attentats. Hier, il était difficile de faire sa place dans les centres culturels puis, du jour au lendemain, n'importe quelle pratique artistique venue d'un habitant du quartier était mise sur un piédestal. J'ai été témoin de trois contrats de quartier. Des pépinières d'artistes étaient censées naître du quartier, finalement, ce sont les artistes attirés des Beaux-Arts de Charleroi qui se sont imposés. Nous avons plein d'anecdotes de ce type à raconter.

Mme Ben Amar : sur ce point, il y a d'autres exemples puisqu'il y a des centres culturels dans toutes les communes. Je ne serai pas la seule à penser ici qu'il faut songer à fédérer les initiatives et groupements artistiques locaux pour leur permettre d'avoir un lieu d'expression, de diffuser et d'amener la culture dans le quartier. C'est la fonction d'un centre culturel. Il est vrai que dans le cas du projet Wielemans-Ceuppens que je connais bien, c'est comme si on égrenait un projet venu de l'extérieur pour qu'il bourgeoonne dans le

quartier. Mais sur le terrain l'initiative est peu féconde. Peut-être qu'elle le sera quand la population du quartier aura complètement muté.

Monsieur Debersaques : mon travail de chercheur consiste à observer les phénomènes structurels. Dans le cas cité, peut-être que la stratégie du promoteur n'a pas été efficiente mais elle a quand même ponctué sur trois projets de logements qui ne sont pas du tout en adéquation avec le reste du développement du quartier. Ça n'a pas eu un effet immédiat mais aujourd'hui le quartier se transforme. Il y a des côtés positifs et négatifs à ces stratégies, ce sont des logiques à long terme.

Madame Ben Amar : insiste sur les finalités de ces pratiques. Si la volonté est de transformer un quartier, on peut le vider de son essence pour lui en substituer une autre. En revanche, si l'on veut travailler avec les habitants du quartier, ça n'est pas la meilleure manière de procéder.

Monsieur Debersaques : ce qui m'intéresse est de saisir ces phénomènes dans leur complexité : analyser ces échecs, les résistances des habitants du quartier et même celles des nouveaux habitants qui luttent contre le dernier projet du promoteur.

Monsieur D'Ostuni : il ne faut pas parler de la culture mais des 'cultures' dont fait partie intégrante la culture locale. Ce sont ces cultures-là qu'il faut entendre, écouter, développer et les meilleurs représentants de cette culture locale c'est vous les acteurs de terrain. Les outils que vous développez doivent permettre l'accompagnement de chaque acteur dans le quartier compte-tenu de ce qu'il veut exprimer et comment il veut l'exprimer. Toute inspiration créative est bienvenue mais il y a un travail d'éducation à la culture avec un grand « C » qu'il faut faire au préalable. La culture c'est le savoir, c'est une société qui avance y compris avec les publics « laissés-pour-compte ». C'est justement ces publics-là qui ne se retrouvent pas dans ces politiques culturelles, « produits de luxe » d'un promoteur immobilier.

Monsieur Debersaques : fait remarquer que ces dispositifs fédèrent des acteurs très différents.

Monsieur D'Ostuni : certes, mais ils produisent également de la gentrification et nous avons des objectifs de cohésion sociale : permettre aux populations locales d'avoir des lieux où elles peuvent s'exprimer et être entendues, y compris leurs revendications. Nous sommes donc ici dans une autre expression de la culture, sorte « d'intelligentsia locale ». C'est là où les acteurs de terrain ont un rôle à accomplir, faire des citoyens à part entière, des personnes qui réfléchissent, qui ont l'esprit critique et qui bénéficient d'outils d'expression dans leur environnement local. Certains vont pouvoir se cultiver en s'appropriant un art, s'exprimer par des mots, des photos, des dessins pour se démarquer d'une forme de ras-le-bol social qui donne une image négative de ces jeunes-là parce qu'ils n'ont pas d'autres outils pour s'exprimer. Il faut donc que les acteurs de terrain persévèrent dans leurs pratiques, qu'ils le fassent de manière encore plus visible.

Mr Bouhout : revient sur l'exposé et l'aspect phénoménologique des pratiques culturelles. L'une des dimensions fondamentales de la culture est la 'narration'. Elle permet à chacun « de se raconter » au travers des pratiques culturelles diverses qui façonnent à long terme la culture locale. Dans les quartiers populaires, chez certains jeunes évoluant dans des milieux précaires, ayant une image dévalorisée d'eux-mêmes, on constate aujourd'hui une absence de récits témoignant d'une reconversion identitaire. Ces jeunes ont tendance à « se raconter » dans les événements globaux, ils vont se détacher de la sphère locale pour surinvestir les événements internationaux, le Moyen-Orient, le religieux au détriment de l'identité locale. D'où la pertinence des idéaux-types ici exposés, la différence faite entre le développement territorial de la culture « endogène » et « exogène ». Le projet « Raconte-moi ton quartier » développé par l'ARC est un cas pratique de développement territorial « endogène » de la culture. En travaillant sur le conte et avec

les habitants du quartier, cette action participe d'un partage des intimités qui peut contribuer à retisser du lien social dans le quartier, peut-être même renforcer une forme d'identité locale.

Mr D'Ostuni : il serait opportun de consacrer une prochaine concertation à cette thématique afin de mettre plus l'accent sur l'importance des pratiques culturelles locales.

5) Mme Mertens et Monsieur de l'asbl l'ARC : présentation du projet « j'habite mon quartier »

Powerpoint et note de synthèse du projet en annexe

6) Divers

Interpôle : promotion de la pièce de théâtre « Nous sommes tous des immigrés » réunissant un collectif de sans papier, les jeunes d'Interpôle et la « Chorale des Lapins de Garennes » de Boitsfort. Ce spectacle itinérant sera présenté dans cinq lieux culturels différents

7) Clôture la concertation et lunch convivial